



ÉCONOMIE. DES CRITÈRES OBJECTIFS POUR ÉVALUER LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Un nouvel outil pour booster la RSE

Une vingtaine de partenaires ont signé hier un protocole visant à amplifier la dynamique RSE dans la région.

Apparu à la fin des années 1990 en France, le concept de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a d'abord été l'affaire des grands groupes.

« En matière de RSE, les Pays de la Loire ont une longueur d'avance » Aujourd'hui, de plus en plus de PME se lancent dans cette démarche consistant à intégrer des préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités. Elles y ont tout intérêt : selon une étude réalisée en 2015, les entreprises engagées dans la RSE sont 13 % plus performantes que les autres.

« *La RSE contribue à renforcer l'efficacité économique* », confirme François Villeroy de Galhau. Le gouverneur de la Banque de France a parrainé, hier à Nantes, la signature par une vingtaine d'institutions et de réseaux économiques de la région d'un protocole pour la mise en place d'un « comité de critérisation » de la RSE.

« *L'idée, c'est de simplifier l'évaluation de la RSE et de la rendre accessible au plus grand nombre* », explique Gilles Poussier, de l'association Dirigeants

responsables de l'Ouest (DRO).

Le collectif ne part pas de zéro. Il y a 3 ans, Nantes Métropole et le Centre des jeunes dirigeants de Nantes, aidés par l'école Audencia, ont mis au point 35 critères d'évaluation objectifs. Une grille utilisée par l'association Planet'RSE, créée en 2014, pour mesurer le degré d'engagement des entreprises. D'abord destiné aux collectivités qui souhaitent intégrer la RSE comme critère d'attribution de marchés publics, cet outil est aussi proposé aux entreprises qui veulent valoriser cette démarche chez leurs fournisseurs.

« *En matière de RSE, vous avez ici une longueur d'avance sur ce qui se fait ailleurs* », a souligné hier François Villeroy de Galhau, avant d'annoncer que la Banque de France allait, elle aussi, intégrer des critères RSE dans sa cotation des entreprises.

X. B. ■